

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3025

14 décembre 2012

### SOMMAIRE

Adara Venture Partners S.à r.l. ....	145154	Bluetale .....	145188
Adara Venture Partners S.à r.l. ....	145154	Blumary Corporate .....	145188
Afinoa S.A., SPF .....	145156	BRE/Asia NQ S.à r.l. ....	145188
Allianz Renewable Energy Fund, S.A. SI- CAV-SIF .....	145178	BRE/Dalian S.à r.l. ....	145188
Alsafi Partners .....	145156	BRE/Europe Hotel II Lux Investor S.à r.l. .....	145197
Alu-Rex Europe S.A. ....	145156	BRE/Hospitality Finance S.à r.l. ....	145197
Alu-Rex Europe S.A. ....	145156	BRE/Vitalia Propco 1 S.à r.l. ....	145197
AMARIS Luxembourg S.à r.l. ....	145156	BRE/Vitalia S.à r.l. ....	145197
Am Pesch S.à r.l. ....	145162	Burdigala Real Estate S.à r.l. ....	145198
Anaël S.à r.l. ....	145162	Capellen Investments S.à r.l. ....	145198
Antalux S.A. ....	145162	Cedar Trust S.à r.l. ....	145187
Arche Noe S.à r.l. ....	145162	CEF (E) S.A. ....	145200
Artwin Capital S.A., SPF .....	145167	CEF (W) SA .....	145200
Atmosphère Restaurant S.à r.l. ....	145167	CIFEX-Compagnie Fiduciaire d'Expertise S.A. ....	145200
Audley Holdings .....	145167	Claes Frostell RC S.à r.l. ....	145198
Ausitane s.r.o. (Luxembourg Branch) ...	145168	Cluny S.A., société de gestion de patrimoi- ne familial .....	145200
Autodrom S.A. ....	145198	Comptoir Electrique et Fournitures du Lu- xembourg S.A. ....	145198
Auto-Tools Mike & Co .....	145167	Concept Management S.A. ....	145199
Babcock Luxembourg Investments II S.à r.l. ....	145168	Cotec S.A. ....	145162
Babcock Luxembourg Investments I S.à r.l. .....	145167	Dexia Micro-Credit Fund .....	145177
Babcock Luxembourg Investments S.à r.l. .....	145177	D-Lux Concept A.G. ....	145154
BAEK-IMMO HoldCo S.à r.l. ....	145177	FS Invest II S.à r.l. ....	145199
Baikal S.A., SPF .....	145178	Generation Investment Management S.à r.l. ....	145168
Barber S.à r.l. ....	145187	Helena (Luxembourg) S.à r.l. ....	145188
Barthels Hof S.à r.l. ....	145177	Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S.à r.l. ....	145188
Bemar Luxembourg S.à r.l. ....	145188	Soparno .....	145199
Berlin UdL S.à r.l. ....	145177	Soparno .....	145200
Besch Da Costa Architectes S.à r.l. ....	145197	Watson Pharma S.à r.l. ....	145157
Bidiessa S.A. ....	145197		
Blade Luxembourg 2 S.A. ....	145162		
BlueOrchard Microfinance Fund .....	145177		

**Adara Venture Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 108.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 23 novembre 2012.

Référence de publication: 2012152778/10.

(120202231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**Adara Venture Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 108.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 23 novembre 2012.

Référence de publication: 2012152779/10.

(120202232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**D-Lux Concept A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 72, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 56.132.

L'an deux mille douze, le vingt-deux novembre.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme D-LUX CONCEPT A.G., ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 72, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 56132, constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, alors notaire de résidence à Remich, le 4 septembre 1996, publié au Mémorial C numéro 590 du 14 novembre 1996, dont les statuts ont été modifié une seule fois par acte reçu par le prédit notaire Maître Alphonse LENTZ, le 12 avril 2001, publié au Mémorial C numéro 1014 du 15 novembre 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick VAN HEES, juriste à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, employée privée à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Sonia BOULARD, employée privée à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les cent (100) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation d'une situation comptable de clôture arrêtée au 31 octobre 2012.
2. Fin du mandat des administrateurs actuellement en fonction et décharge leur accordée pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
3. Fin du mandat du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge lui accordée pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
4. Transfert du siège social et de l'établissement principal du Grand-Duché de Luxembourg en Belgique et adoption de la nationalité belge.
5. Autorisation à conférer aux fins d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire en Belgique ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit belge et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

6. Soumission des décisions proposées à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société en Belgique.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social étant représentée, l'Assemblée décide de faire abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'approuver une situation comptable de clôture arrêtée au 31 octobre 2012, qui restera annexée au présent procès-verbal.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de mettre fin au mandat des administrateurs actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de mettre fin au mandat du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de lui accorder décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide, à l'unanimité, de transférer le siège social et l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg, L-1150 Luxembourg, 72, route d'Arlon en Belgique en Belgique à B-2000 Anvers, Tavernierkaai 2 et d'adopter la nationalité belge.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société.

Elle constate également que le transfert du siège social en Belgique et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, le changement de la nationalité de la société ne pouvant être décidée qu'avec l'accord unanime des associés et des obligataires.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de conférer à chacun des administrateurs, l'autorisation d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire aux administrations compétentes en Belgique et au Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit belge et d'autre part la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Belgique.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

*Septième résolution*

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société en Belgique par toute instance qu'il appartiendra.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. VAN HEES, C. GRUNDHEBER, S. BOULARD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 novembre 2012. LAC/2012/55752. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 27 novembre 2012.

Référence de publication: 2012155051/90.

(120205217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2012.

---

**Alu-Rex Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 48-50, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 141.201.

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme  
Pour ALU-REX EUROPE S.A.  
Fideco Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2012152806/12.

(120202176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Alu-Rex Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 48-50, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 141.201.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme  
Pour ALU-REX EUROPE S.A.  
Fideco Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2012152807/12.

(120202286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Alsafi Partners, Société Anonyme.**

Siège social: L-8715 Everlange, 33, rue Hiel.  
R.C.S. Luxembourg B 164.661.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152805/9.

(120202298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Afinoa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 115.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152799/9.

(120202225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**AMARIS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 159.033.

Les comptes annuels au 31/12/11 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152811/9.

(120202331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Watson Pharma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 100.116,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.490.

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of November.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the Meeting) of Watson Pharma S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149.490 and having a share capital amounting to one hundred thousand one hundred twelve United States Dollars (USD 100,112.-) (the Company).

**THERE APPEARED:**

Watson Pharma Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149.489 and having a share capital amounting to one hundred thousand twelve United States Dollars (USD 100,012.-) (the Sole Shareholder or WPH),

here represented by Régis Galiotto, private employee, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. increase of the share capital of the Company by an amount of four United States Dollars (USD 4.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one hundred thousand one hundred twelve United States Dollars (USD 100,112.-), represented by twenty-five thousand twenty-eight (25,028) shares having a par value of four United States Dollars (USD 4.-) each, to one hundred thousand one hundred and sixteen United States Dollars (USD 100,116.-) by way of the creation and issuance of one (1) new share of the Company, having a par value of four United States Dollars (USD 4.-);

2. subscription for and payment of the newly issued shares as specified under item 1 above by contribution in kind;

3. subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the changes adopted under item 1 above;

4. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and

5. miscellaneous.

III. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four United States Dollars (USD 4.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one hundred thousand one hundred twelve United States Dollars (USD 100,112.-), represented by twenty-five thousand twenty-eight (25,028) shares having a par value of four United States Dollars (USD 4.-) each, to one hundred thousand one hundred and sixteen United States Dollars (USD 100,116.-) by way of the creation and issuance of one (1) new share of the Company, having a par value of four United States Dollars (USD 4.-).

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increases as follows:

*Subscription and Payment*

Thereupon, the Sole Shareholder, pre-named and represented as stated above, declares to subscribe for one (1) new share of the Company, in registered form, having a par value of four United States Dollars (USD 4.-), and agrees to pay it in full by a contribution in kind consisting of (i) a receivable in the aggregate amount of one hundred thirty thousand nine hundred thirty-one United States Dollars (USD 130,931.-) which it holds against the Company (the Receivable 1)

and (ii) a receivable in the aggregate amount of one billion eight hundred forty-six million three hundred twelve thousand four hundred forty-two United States Dollars (USD 1,846,312,442.-) which it holds against the Company (the Receivable 2 and together with the Receivable 1, the Contribution).

The Contribution in the aggregate amount of one billion eight hundred forty-six million four hundred forty-three thousand three hundred seventy-three United States Dollars (USD 1,846,443,373.-) shall be allocated as follows:

- (i) an amount of four United States Dollars (USD 4.-) to the share capital account of the Company; and
- (ii) the remaining amount of one billion eight hundred forty-six million four hundred forty-three thousand three hundred sixty-nine United States Dollars (USD 1,846,443,369.-) to the share premium account of the Company.

The valuation of the Receivable 1 is evidenced inter alia, by (i) an interim balance sheet of the Company dated November 12, 2012 signed for approval by the management of the Company (the Balance Sheet) and (ii) a management certificate issued by the management of the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company, stating that:

“

1. WPH is the legal and beneficial owner of the Receivable 1;
2. the Receivable 1 is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);
3. WPH is solely entitled to the Receivable 1 and possesses the power to dispose of the Receivable 1;
4. the Receivable 1 is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Receivable 1 and the Receivable 1 is not subject to any attachment;
5. there exist neither pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Receivable 1 be transferred to it;
6. according to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Receivable 1 is freely transferable;
7. all formalities required in Luxembourg or any relevant jurisdiction subsequent to the contribution in kind of the Receivable 1 to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;
8. all corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of the Receivable 1 to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of WPH, will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which WPH is registered;
9. based on generally accepted accounting principles, the value of the Receivable 1 is at least equal to one hundred thirty thousand nine hundred thirtyone United States Dollars (USD 130,931.-) as shown by the interim accounts of WPH and since such valuation no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company; and
10. all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable 1 contributed to the Company have been or will be accomplished by WPH and upon the contribution of the Receivable 1 by WPH to the Company, the Company will become the full owner of Receivable 1, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code.”

The valuation of the Receivable 2 is evidenced inter alia, by (i) the Balance Sheet and (ii) a management certificate issued by the management of the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company, stating that:

1. WPH is the legal and beneficial owner of the Receivable 2;
2. the Receivable 2 is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);
3. WPH is solely entitled to the Receivable 2 and possesses the power to dispose of the Receivable 2;
4. the Receivable 2 is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Receivable 2 and the Receivable 2 is not subject to any attachment;
5. there exist neither pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Receivable 2 be transferred to it;
6. according to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Receivable 2 is freely transferable;
7. all formalities required in Luxembourg or any relevant jurisdiction subsequent to the contribution in kind of the Receivable 2 to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;
8. all corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of the Receivable 2 to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of WPH, will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which WPH is registered;
9. based on generally accepted accounting principles, the value of the Receivable 2 is at least equal to one billion eight hundred forty-six million three hundred twelve thousand four hundred forty-two United States Dollars (USD 1,846,312,442.-) as shown by the interim accounts of the Company and since such valuation no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company; and

10. all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by WPH and upon the contribution of the Receivable by WPH to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable 2, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code.”

Such certificates and a copy of the Balance Sheet, after signature ne varietur by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

#### *Third resolution*

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

“ **5.1.** The share capital is set at one hundred thousand one hundred and sixteen United States Dollars (USD 100,116.-), represented by twenty-five thousand twenty-nine (25,029.-) shares in registered form, having a par value of four United States Dollars (USD 4.-) each, all subscribed and fully paid-up.”

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name, and on behalf, of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately seven thousand Euros (EUR 7,000.-).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party, that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorized representative of the appearing party.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille douze, le quatorzième jour de novembre,

Pardevant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S’est tenue une assemblée générale extraordinaire de l’associé unique (l’Assemblée) de Watson Pharma S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.490, disposant d’un capital social de cent mille cent douze dollars américains (USD 100.112) (la Société).

#### **A COMPARU:**

Watson Pharma Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.489 et disposant d’un capital social de cent mille douze dollars américains (USD 100.012,-) (l’Associé Unique ou WPH),

ici représentée par Regis Galiotto, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d’acter que:

I. Que l’Associé Unique détient la totalité des parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l’ordre du jour de l’Assemblée est libellé comme suit:

1. augmentation du capital social de la Société d’un montant de quatre dollars américains (USD 4,-) afin de le porter de son montant actuel de cent mille cent douze dollars américains (USD 100.112), représenté par vingt-cinq mille vingt-huit (25.028) parts sociales d’une valeur nominale de quatre dollars américains (USD 4,-) chacune, à cent mille cent seize dollars américains (USD 100.116,-) par voie de création et d’émission d’une (1) nouvelle part sociale de la Société d’une valeur nominale de quatre dollars américains (USD 4,-);

2. souscription et libération des parts sociales nouvellement émises tel que mentionné au point 1. ci-dessus par un apport en nature;

3. modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin d'y refléter les modifications adoptées au point 1 ci-dessus;

4. modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, afin de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société;

5. divers.

III. l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre dollars américains (USD 4,-) afin de le porter de son montant actuel de cent mille cent douze dollars américains (USD 100.112), représenté par vingt-cinq mille vingt-huit (25.028) parts sociales d'une valeur nominale de quatre dollars américains (USD 4,-) chacune, à cent mille cent seize dollars américains (USD 100.116,-) par voie de création et d'émission d'une (1) nouvelle part sociale de la Société d'une valeur nominale de quatre dollars américains (USD 4,-).

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation du capital social de la manière suivante:

*Souscription - Libération*

Sur ces faits, l'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à une (1) nouvelle part sociale de la Société, sous forme nominative, d'une valeur nominale de quatre dollars américains (USD 4), et accepte de la libérer intégralement par un apport en nature qui se compose (i) d'une créance d'un montant total de cent trente mille neuf cent trente et un dollars américains (USD 130.931,-) qu'il détient envers la Société (la Créance 1) et (ii) une créance d'un montant total de un milliard huit cent quarante-six millions trois cent douze mille quatre cent quarante-deux dollars américains (USD 1.846.312.442,-) qu'il détient envers la Société (la Créance 2 et avec la Créance 1, l'Apport).

L'Apport d'un montant total de un milliard huit cent quarante-six millions quatre cent quarante-trois mille trois cent soixante-treize dollars américains (USD 1.846.443.373,-) sera affecté de la manière suivante:

(i) un montant de quatre dollars américains (USD 4,-) au compte de capital social de la Société; et

(ii) un montant de un milliard huit cent quarante-six millions quatre cent quarante-trois mille trois cent soixante-neuf dollars américains (USD 1.846.443.369,-) au compte de prime d'émission de la Société.

L'évaluation de la Créance 1 est certifiée entre autre par (i) un bilan intérimaire de la Société daté du 12 novembre 2012, signé pour approbation par la gérance de la Société (le Bilan) et (ii) un certificat émis par la gérance de l'Associé Unique et reconnu et approuvé par la gérance de la Société, indiquant que:

«

1. WPH est le propriétaire et le bénéficiaire de la Créance 1;

2. la Créance 1 est certaine, liquide et exigible en date due et sans aucune déduction;

3. WPH est le seul ayant droit à la Créance 1 et a le droit de disposer de la Créance 1;

4. la Créance 1 n'est grevée d'aucun nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquiescer un nantissement ou usufruit sur la Créance 1 et la Créance 1 n'est soumise à aucun privilège;

5. il n'existe ni droits de préemption ni autres droits en vertu desquels une personne pourrait demander que la Créance 1 lui soit cédée;

6. en vertu du droit applicable et des statuts ou autres documents constitutifs respectifs, tels que modifiés, la Créance 1 est librement cessible;

7. toutes les formalités requises à Luxembourg ou dans toute autre juridiction concernée consécutives à l'apport en nature de la Créance 1 à la Société seront effectuées dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;

8. toutes les approbations d'entreprises, réglementaires ou autres pour l'exécution, la délivrance et la performance de la Créance 2 à la Société, le cas échéant, ont été obtenues ou, dans le cas de WPH seront obtenues d'une manière autorisée par les lois de la juridiction dans laquelle WPH est constituée;

9. sur base de principes comptables généralement acceptés, la valeur de la Créance 1 est au moins égale à cent trente mille neuf cent trente et un dollars américains (USD 130.931,-) d'après le bilan intérimaire de la Société et aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu depuis cette évaluation;et

10. toutes les formalités requises dans le cadre du transfert de la propriété de la Créance 1 apportée à la Société ont été ou seront accomplies par WPH et dès l'apport de la Créance 1 par WPH à la Société, la Société deviendra le propriétaire de plein droit de la Créance 1 qui sera éteinte par voie de confusion conformément à l'article 1300 du Code Civil Luxembourgeois.»

L'évaluation de la Créance 2 est certifiée entre autre par (i) le Bilan et (ii) un certificat émis par la gérance de l'Associé Unique et reconnu et approuvé par la gérance de la Société, indiquant que:



«

1. WPH est le propriétaire et le bénéficiaire de la Créance 2;
2. la Créance 2 est certaine, liquide et exigible en date due et sans aucune déduction;
3. WPH est le seul ayant droit à la Créance 2 et a le droit de disposer de la Créance 2;
4. la Créance 2 n'est grevée d'aucun nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou usufruit sur la Créance 2 et la Créance 2 n'est soumise à aucun privilège;
5. il n'existe ni droits de préemption ni autres droits en vertu desquels une personne pourrait demander que la Créance 2 lui soit cédée;
6. en vertu du droit applicable et des statuts ou autres documents constitutifs respectifs, tels que modifiés, la Créance 2 est librement cessible;
7. toutes les formalités requises à Luxembourg ou dans toute autre juridiction concernée consécutives à l'apport en nature de la Créance 2 à la Société seront effectuées dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;
8. toutes les approbations d'entreprises, règlementaires ou autres pour l'exécution, la délivrance et la performance de la Créance 1 à la Société, le cas échéant, ont été obtenues ou, dans le cas de WPH seront obtenues d'une manière autorisée par les lois de la juridiction dans laquelle WPH est constituée;
9. sur base de principes comptables généralement acceptés, la valeur de la Créance 2 est au moins égale à un milliard huit cent quarante-six millions trois cent douze mille quatre cent quarante-deux dollars américains (USD 1.846.312,442,-) d'après le bilan intérimaire de la Société et aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu depuis cette évaluation;
10. toutes les formalités requises dans le cadre du transfert de la propriété de la Créance 2 apportée à la Société ont été ou seront accomplies par WPH et dès l'apport de la Créance 2 par WPH à la Société, la Société deviendra le propriétaire de plein droit de la Créance 2 qui sera éteinte par voie de confusion conformément à l'article 1300 du Code Civil Luxembourgeois.»

Ledit certificat et une copie du Bilan, après avoir été signés ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

#### *Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social est fixé à cent mille cent seize dollars américains (USD 100.116,-), représenté par vingt-cinq mille vingt-neuf (25.029) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de quatre dollars américains (USD 4,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et accorde pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, afin de procéder, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Aucun autre point ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est dès lors levée.

#### *Estimation des frais*

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ sept mille Euros (7.000.-).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte, le notaire et le mandataire de la partie comparante signe le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 novembre 2012. Relation: LAC/2012/55255. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 novembre 2012.

Référence de publication: 2012156720/277.

(120206443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

---

**Anaël S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.619.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152813/9.

(120201476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Antalux S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 137.593.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152815/9.

(120201715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Arche Noe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2441 Luxembourg, 298, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 144.483.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152822/9.

(120202289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Am Pesch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5836 Alzingen, 6, rue Nicolas Wester.

R.C.S. Luxembourg B 135.462.

---

Les comptes annuels du 01/01/2011 au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152810/10.

(120201662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Cotec S.A., Société Anonyme,  
(anc. Blade Luxembourg 2 S.A.).**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 117.896.

---

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE, ON THE TWENTY-THIRD OF NOVEMBER.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held the Extraordinary General Shareholders' Meeting of the company Blade Luxembourg 2 S.A., société anonyme, having its registered office at 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, incorporated pursuant a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven on July 12<sup>th</sup> 2006, published in the Mémorial C of September 19<sup>th</sup> 2006, page 1748, whose articles of incorporation have been last amended by a deed of the undersigned notary on October 8<sup>th</sup> 2012, published in the Mémorial C number 2557 of October 15<sup>th</sup> 2012.

The meeting is opened and presided by Mr. Rob Sonnenschein, director, professionally residing at 42-44, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Mr. Stéphane Allart, chartered accountant, professionally residing at 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mrs. Fanny Marx, private employee, professionally residing at 42-44, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

The office has been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders present and by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The proxies given by the represented shareholders after having been signed "ne varietur" by the shareholders present, by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

II. As appears from the attendance list, the 31,000 (thirty one thousand) shares representing the whole share capital of the Company are present or duly represented at the present extraordinary general meeting.

III. The Chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda which is the following:

#### *Agenda*

1) Merger plan dated October 8<sup>th</sup> 2012 of BLADE LUXEMBOURG 2 S.A. absorbing the company COTEC S.A.

a) Presentation of the merger plan dated October 8<sup>th</sup> 2012 in which the company BLADE LUXEMBOURG 2 S.A. (hereinafter the "absorbing company") will absorb the company COTEC S.A., (hereinafter the "absorbed company") in application of articles 257 and following of the law on commercial companies of August 10<sup>th</sup> 1915 as amended, through the transfer of the entire assets and liabilities without exception or reservation of the absorbed company to the company BLADE SA LUXEMBOURG 2, the absorbing company, published on October 17<sup>th</sup> 2012 in the Memorial C.

b) Waiver to prepare a written report of the board of directors of the merging companies explaining and justifying from a legal point of view the proposed merger.

c) Recognition that all the shares of the absorbing company are held by the absorbed company, the merger by absorption of the absorbed company, the merger will not result in an increase of capital of the absorbing company with creation of new shares but the shares of the absorbing company will be awarded directly to the shareholders of the absorbed company, in strict proportion to their participation in the capital of the absorbed company in relation to the absorbing company.

d) Recognition that no capital increase and no issuance of new shares by the acquiring company so that no auditor's report has been established.

2) Recognition of the obligations resulting from Article 267 of the Law of August 10<sup>th</sup> 1915 as amended.

3) Approval of the merger plan and decision to realize the merger by absorption of the absorbed company by our Company, as set forth by the merger plan.

4) Recognition of the completion of the merger from an accounting point of view as at July 1<sup>st</sup> 2012 and realisation of the merger.

5) Change of the name of the Company from Blade Luxembourg 2 SA into COTEC SA. and amendment of article 1 of the company's articles of incorporation.

6) Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously takes the following resolutions:

#### *First resolution*

a) The shareholders' meeting approves the presentation of the merger by absorption in which BLADE LUXEMBOURG 2 S.A. (hereinafter the "absorbing company") will absorb COTEC S.A. (hereinafter the "absorbed company"), published on October 17<sup>th</sup> 2012 in the Mémorial C by applying articles 257 and following of the law on commercial companies of August 10<sup>th</sup> 1915 as amended through the transfer of the entire assets and liabilities without exception or reservation company COTEC SA, the absorbed company to BLADE SA LUXEMBOURG 2, the absorbing company.

b) The shareholders' meeting also noted that it has been waived by the shareholders to prepare a written report of the board of directors of the merging companies explaining and justifying from a legal point of view the proposed merger.

c) The shareholders' meeting noted that all of the shares of the absorbing company are held by the absorbed company, the merger of the absorbed company will not result in a capital increase of the absorbing company with creation of new shares.

It agrees that in exchange for the transfer of all assets and liabilities of the absorbed company to the absorbing company, the shareholders of the absorbed company, which disappears as a result of the merger without liquidation, will receive all the 31,000 (thirty-one thousand) shares of the absorbing company, collected after the absorption of the absorbed company at the rate of 1 (one) share of the absorbing company for 1 (one) share of the acquired company, without any cash payment. The shares of the absorbing company will be awarded directly to the shareholders of the absorbed company, in strict proportion to their participation in the absorbed company in relation to the absorbing company.

The 31,000 (thirty one thousand) shares of the absorbed company are then canceled.

The shares of the absorbing company are registered. The registration of shares in the absorbing company in the name of the new shareholders of the absorbed company, and the cancellation of the corresponding shares of the absorbed company with the cancellation of registered certificates corresponding to occur on the date of the merger, and certificates registration shall be delivered by the absorbing company, upon written request.

The shares of the absorbing company distributed this way, participate in the profits and losses of the company, without any change compared to the past.

d) The shareholders' meeting recognizes that there was no capital increase and no issuance of new shares by the acquiring company so that no auditor's report has been established.

#### *Second resolution*

The shareholders' meeting recognizes that the shareholders of the merging companies were informed at the registered office of the companies and obtain copies of all or part of the documents as specified in section 267 of the Law of August 10<sup>th</sup> 1915, as amended.

It is found that the obligations resulting from Article 267 of the Law of 10 August 1915 as amended have been completed.

#### *Third resolution*

The shareholders meeting approves the merger plan, published in the Mémorial C number 2575 of October 17<sup>th</sup> 2012 and decides to realise the merger by absorption of the absorbed company by our Company as set forth by the merger plan.

#### *Fourth resolution*

The shareholders meeting recognizes the completion of the merger from an accounting point of view as at July 1<sup>st</sup> 2012 and the shareholders' meeting noted the completion of the merger on the date of the holding of the general meeting of shareholders of our Company approving the merger without prejudice to the provisions of section 273 of the Act of 10 August 1915 as amended on the effects of the merger in relation to third parties.

#### *Statement*

In accordance with section 271 of the Companies Law, as amended, the undersigned notary declares to have verified and certified the existence of the legality of the required deeds and formalities of the absorbing company and the proposed merger plan.

#### *Fifth resolution*

The meeting resolves to change the company's name from Blade Luxembourg 2 SA into COTEC SA and subsequently amends article 1 of the company's articles of association which will be read as follows:

“ **Art. 1.** The Company will exist under the name COTEC S.A.”

Closing

No further item being on the agenda, the chairman closed the meeting.

These costs of this deed are borne by the absorbing company.

For the execution of this deed, domicile was elected at the appearing Company's headquarters in Luxembourg.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

This document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by last name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary this deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE VINGT-TROIS NOVEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires la société anonyme luxembourgeoise, dénommée Blade Luxembourg 2 S.A. avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, Avenue de la Gare, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 117896, constituée suivant acte reçu par le notaire Paul BETTINGEN de Niederanven en date du 12 juillet 2006, publié au Mémorial C du 19 septembre 2006, page 1748, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 8 octobre 2012, publié au Mémorial C no 2557 du 15 octobre 2012,

L'assemblée est présidée par Monsieur Rob SONNENSCHN, directeur, demeurant professionnellement au 42-44 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Stéphane ALLART, expert-comptable, demeurant professionnellement au 3-7 rue Schiller, L-2519 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Fanny MARX, employée privée, demeurant professionnellement au 42-44 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

II. Que les 31.000 (trente et un mille) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée.

III. Le président constate que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider et délibérer valablement sur les différents points de l'ordre du jour qui est conçu comme suit:

#### *Ordre du jour*

1) Projet de fusion daté du 8 octobre 2012 de BLADE LUXEMBOURG 2 S.A absorbant la société COTEC S.A.

a) Présentation du projet de fusion daté du 8 octobre 2012 en vertu de laquelle la société BLADE LUXEMBOURG 2 S.A (ci-après dénommée «la société absorbante»), absorbera la société COTEC S.A. (ci-après dénommée «la société absorbée»), en application des articles 257 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, au moyen du transfert de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société absorbée à la société BLADE LUXEMBOURG 2 S.A., la société absorbante, publié en date du 17 octobre 2012 au Mémorial C.

b) Constatation qu'il a été renoncé de dresser un rapport écrit des conseils d'administration des sociétés fusionnantes expliquant et justifiant d'un point de vue juridique le projet de fusion.

c) Constatation que l'intégralité des actions de la société absorbante étant détenue par la société absorbée, la fusion par absorption de la société absorbée, la fusion ne donnera pas lieu à une augmentation de capital de la société absorbante avec création d'actions nouvelles mais les actions de la société absorbante seront attribuées directement aux actionnaires de la société absorbée, de manière strictement proportionnelle à leur participation dans le capital de la société absorbée par rapport à la société absorbante.

d) Constatation que par suite d'absence d'augmentation de capital et d'absence d'émission d'actions nouvelles par la société absorbante aucun rapport de réviseur d'entreprises n'a été établi.

2) Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

3) Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de la société absorbée par notre Société, aux conditions prévues par le projet de fusion.

4) Constatation de la réalisation de la fusion du point de vue comptable, considérée comme accomplie le 1<sup>er</sup> juillet 2012 et réalisation de la fusion.

5) Changement de dénomination de la société Blade Luxembourg 2 SA en COTEC S.A.

6) Divers.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes.

#### *Première résolution*

a) L'assemblée des actionnaires approuve la présentation du projet de fusion par laquelle BLADE LUXEMBOURG 2 S.A (ci-après dénommée «la société absorbante»), absorbera la société COTEC S.A. (ci-après dénommée «la société absorbée»), publié en date du 17 octobre 2012 au Mémorial C en application des articles 257 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée au moyen du transfert de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société COTEC S.A, la société absorbée à la société BLADE LUXEMBOURG 2 S.A., la société absorbante.

b) L'assemblée des actionnaires constate encore qu'il a été renoncé par les actionnaires de dresser un rapport écrit des conseils d'administration des sociétés fusionnantes expliquant et justifiant d'un point de vue juridique le projet de fusion.

c) L'assemblée des actionnaires constate que l'intégralité des actions de la société absorbante étant détenue par la société absorbée, la fusion par absorption de la société absorbée ne donnera pas lieu à une augmentation de capital de la société absorbante avec création d'actions nouvelles.

Elle approuve qu'en échange du transfert de l'ensemble des actifs et passifs de la société absorbée à la société absorbante, les actionnaires de la société absorbée, qui disparaît, par suite de la fusion sans liquidation, recevront l'ensemble des 31.000 (trente et un mille) actions de la société absorbante, recueilli suite à l'absorption de la société absorbée, à raison de 1 (une) action de la société absorbante pour 1 (une) action de la société absorbée, sans aucune soulte. Les actions de la société absorbante seront attribuées directement aux actionnaires de la société absorbée, de manière strictement proportionnelle à leur participation dans le capital de la société absorbée par rapport à la société absorbante.

Les 31.000 (trente et un mille) actions de la société absorbée sont ensuite annulées.

Les actions de la société absorbante sont nominatives. L'enregistrement des actions de la société absorbante au nom des nouveaux actionnaires de la société absorbée, et l'annulation des actions correspondantes de la société absorbée avec l'annulation des certificats nominatifs y correspondants interviendra à la date de la fusion, et des certificats d'inscriptions nominatifs seront délivrés par la société absorbante, sur demande écrite.

Les actions de la société absorbante ainsi réparties, participent aux bénéfices et aux pertes de la société, sans modification par rapport au passé.

d) L'assemblée des actionnaires constate que par suite d'absence d'augmentation de capital et d'absence d'émission d'actions nouvelles par la société absorbante aucun rapport de réviseur d'entreprises n'a été établi.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée des actionnaires reconnaît que les actionnaires des sociétés fusionnantes ont pu prendre connaissance au siège social des sociétés et obtenir copie intégrale ou partielle des documents tels que précisés à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Il est constaté que les obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée ont été accomplies.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée des actionnaires approuve le projet de fusion publié au Mémorial C numéro 2575 du 17 octobre 2012 et décide de réaliser la fusion par absorption de la société absorbée par notre Société, aux conditions prévues par le projet de fusion.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée des actionnaires constate que la réalisation de la fusion du point de vue comptable, considérée comme accomplie le 1<sup>er</sup> juillet 2012 et elle constate la réalisation de la fusion à la date de la tenue de l'assemblée générale des actionnaires de notre Société approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

#### *Déclaration*

En conformité avec l'article 271 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié et certifié l'existence de la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbante et du projet de fusion.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société de BLADE LUXEMBOURG 2 S.A. en COTEC S.A. et par conséquence l'article 1<sup>er</sup> aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>** . La Société existera sous la dénomination de "COTEC SA".

#### *Clôture*

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Les frais des présentes sont à la charge de la société absorbante.

Pour l'exécution des présentes, il est élu domicile par la Société comparante en son siège social à Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Le document a été lu aux comparants, tous étant connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et lieux de résidence, ceux-ci ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. SONNENSCHNEIN, S. ALLART, F. MARX, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 28 novembre 2012. Relation: RED/2012/1582. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 03 décembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012158724/235.

(120209727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2012.

---

**Artwin Capital S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 112.710.

---

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/11/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012152826/12.

(120202169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Atmosphère Restaurant S.à r.l, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1617 Luxembourg, 24, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 123.446.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012152828/10.

(120202115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Audley Holdings, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 118.004.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152829/9.

(120202334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Auto-Tools Mike & Co, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9540 Wiltz, 31, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 122.557.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152833/9.

(120202296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Babcock Luxembourg Investments I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.023.

---

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152835/9.

(120201469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Ausitane s.r.o. (Luxembourg Branch), Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 158.200.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Octobre 2012.

Ausitane s.r.o.

Société mère de Ausitane s.r.o. (Succursale Luxembourgeoise)

TMF Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2012152832/15.

(120201518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**Babcock Luxembourg Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.024.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152836/9.

(120201466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**Generation Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.217.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty ninth day of November.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Generation Investment Management LLP, a limited liability partnership incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at 20 Air Street, London W1B 5AN, United Kingdom and registered under number OC307600,

here represented by Jeannette Vaude-Perrin, Maître en droit, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in London, United Kingdom, on 28 November 2012.

The said proxy, initialed and signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in its here above stated capacity, has requested the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it wishes to organize and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Form.** There is hereby established by the appearing party a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by the present articles of incorporation.

The Company is to be initially composed of a single shareholder who is therefore the owner of the entire issued share capital of the Company. The Company may however at any time be composed of several shareholders, as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

**Art. 2. Name.** The Company will exist under the name of "Generation Investment Management S.à r.l."

**Art. 3. Purpose.** The purpose of the Company is the creation, administration and management of one or several specialized investment funds ("fonds d'investissement spécialisés") (the "Funds") subject to the Luxembourg law on specialized investment funds dated 13 February 2007 as amended from time to time.



The Company shall have the broadest powers in respect of the Funds, their operation, administration and management, including, without limitation, the discretion to execute, grant, purchase, sell, retain, hold, exchange, convert, accept or otherwise deal in all forms of instrument, security and assets permitted by law, including, without limitation, loans and other debt instruments, equity and equity-related securities and derivative instruments, exercise or determine not to exercise rights in respect thereof, make deposits, subscribe for issues and offers for sale of, and accept placings, underwritings and sub-underwritings of any investments, effect transactions on any markets, transfer, grant or accept collateral and/or margin, borrow monies and other assets and grant security interests over all or part of any Fund's assets and otherwise take all decisions and otherwise act as it determines appropriate in relation to the Funds. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Company may further carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its purpose remaining however within the limitations set forth by chapter 16 of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment.

**Art. 4. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 5. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg city. It may be transferred within the municipality of Luxembourg by means of a resolution of the board of Directors, and to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

In the event that the board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad by resolution of the board of Directors until cessation of these abnormal circumstances, such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

## B. Share capital - Shares

**Art. 6. Capital.** The Company's share capital is set at one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-) represented by one hundred twenty-five (125) shares with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each.

**Art. 7. Variation of the corporate capital.** The capital may be increased or reduced by a resolution of the shareholder(s) of the Company, as the case may be.

Additional shares shall be offered for subscription in priority to the existing shareholder(s), pro rata to their respective existing shareholdings.

**Art. 8. Rights and Duties.** attached to the shares Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the shareholders' meetings.

**Art. 9. Indivisibility of shares.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners of any share(s) shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 10. Transfer of shares.** The Company's shares are freely transferable among shareholders. Any inter vivos transfer to a new shareholder may only be effected with the consent of the holders of shares representing three quarters of the share capital.

In the event of the death of a shareholder, the shares of the deceased shareholder(s) may only be transferred to new shareholder(s) with the approval of the holders of shares representing three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 11. Purchase of shares by the Company.** The Company shall have power to acquire shares of its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves or funds to effect such purchase. The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the shareholder(s).

**Art. 12. Bankruptcy or Insolvency of a shareholder.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholder(s) will not cause the dissolution of the Company.

## C. Management

**Art. 13. Board of Directors.** The business of the Company is managed by at least two managers (each a "Director"), who need not be shareholders.

**Art. 14. Powers of representation.** In dealing with third parties, the board of Directors has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The Directors are appointed by the shareholder(s) who fix(es) the term of their office. They may be dismissed freely at any time by the shareholder(s).

The Company will be bound in all circumstances by the signature of any two Directors or by the individual or joint signature(s) of any other person(s) to whom such signatory power has been delegated by a resolution of the board of Directors, as the case may be.

**Art. 15. Delegation.** The board of Directors may delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc officers or agents acting alone or jointly.

The officer's and/or agent's nomination, revocation, responsibilities and remuneration, if any, the duration of the period of his/their representation and any other relevant conditions of his/their agency will be determined by a resolution of the board of Directors.

In addition, the Directors may at any time delegate any of their powers to committees consisting of such member or members of their body as they think fit; any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on it by the Directors.

**Art. 16. Meetings of the board of Directors.** The Company is managed by a board of Directors which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of Directors.

The board of Directors shall meet upon call by any one Director at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of Directors, or in the absence of a chairman, the board of Directors may appoint another Director as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of Directors must be given to the Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of consent of each Director in writing, by cable, telegram, telex, facsimile or electronic communication, or any other similar means of communication. A special assembly will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, facsimile or electronic communication another Director as his proxy. A Director may represent more than one of his fellow board members.

Any Director may participate in any meeting of the board of Directors by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Such conference-call, video conference or similar means of communication shall be initiated from the Grand Duchy of Luxembourg. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is present or represented at a meeting of the board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of votes of the Directors present or represented at such meeting.

Circular resolutions of the board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all of them in person. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature.

The Directors shall, where the Directors unanimously so resolve but always subject to approval respectively ratification by the shareholders (as the case may be), be entitled to remuneration for their respective services as Directors. The shareholders' approval shall be subject to the provisions set out in article 19, second paragraph of these Articles. Every Director may be reimbursed for expenses properly incurred by him in the business of the Company.

A Director may vote in respect of any contract or proposed contract or arrangement notwithstanding that he may be interested therein provided that he has declared the nature of his interest at a meeting of the Directors.

**Art. 17. Death, Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Director.** The death, incapacity, bankruptcy, insolvency, resignation, removal or any other similar event affecting a Director shall not cause the dissolution of the Company.

Creditors, heirs and successors of a Director may in no event have seals affixed to the assets and documents of the Company.

**Art. 18. Liability of a Director.** The Directors do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify each Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against all costs, charges, losses, expenses and liabilities suffered or incurred by him in the execution and discharge of his duties or in relation thereto.

Without prejudice to the foregoing generality, the Company shall indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against all costs, charges, losses, expenses and liabilities suffered by asserted against him in connection with:

- (i) any actual or alleged negligence, default, breach of duty or trust; and/or
- (ii) any dispute, action, suit or proceeding (whether administrative or judicial) to which he may be made a party to.

In either case arising by reason of his being or having been a Director or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. This indemnity shall not be impacted by the resignation of a Director or officer in respect of matters arising in respect of the execution and discharge of his duties prior to such resignation.

To the fullest extent permitted by law, such indemnity will apply in advance of the outcome of such dispute, action, suit or proceeding been known but will not apply in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or fault or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled. This article does not authorise any indemnity which would be prohibited or rendered void by any provision of law.

The Directors and officers may purchase and maintain insurance, at the expense of the Company, for the benefit of any relevant Director or officer in respect of any loss or liability which has been or may be incurred by a Director or officer in connection with that Director or officer duties or powers in relation to the company, any associated company.

#### D. Decisions of the shareholders

**Art. 19. Collective decisions.** Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Unless a higher majority is provided for herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

**Art. 20. Sole shareholder's.** decisions In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

#### E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

**Art. 21. Financial year.** The Company's financial year commences on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December.

**Art. 22. Financial statements.** Each year on the 31<sup>st</sup> of December, the accounts are closed and the Directors prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 23. Independent auditor.** The accounting data reflected in the accounts and in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

**Art. 24. Allocation of profits.** Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

**Art. 25. Interim dividends.** The board of Directors may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of Directors showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

#### F. Dissolution - Liquidation

**Art. 26. Dissolution, Liquidation.** In the event of dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

**Art. 27. Matters not provided.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the applicable laws.

### *Subscription and Payment*

The one hundred twenty-five (125) shares, having a par value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) each, representing the entire share capital of the Company, have been entirely subscribed by Generation Investment Management LLP, pre-named.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of one hundred twenty-five thousand Euros (EUR 125,000.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31, 2013.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

### *General meeting of shareholder*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at:

47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy Luxembourg

2. The number of Directors is fixed at seven.

3. The following persons are appointed as Directors of the Company for an indefinite period:

- Lisa Anderson, born in London, United Kingdom, on 4 March 1970, with professional address at 20 Air Street, London W1B 5AN, United Kingdom;

- Simon Barnes, born in Liverpool, United Kingdom, on 2 December 1962, with professional address at 47 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Jean-Pierre Baudoux, born in Sydney, Australia, on 6 April 1955, residing at 55-57BIS Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

- Stephen Mostyn-Williams, born in Croydon, United Kingdom, on 25 February 1956, with professional address at 50 Broadway, London SW1H 0RG, United Kingdom;

- Michael Ramsay, born in Edinburgh, United Kingdom, on 31 August 1967, with professional address at 20 Air Street, London W1B 5AN, United Kingdom;

- Fiona Nangle, born in Dublin, Ireland, on 8 February 1969, with professional address at Beechwood, Suncroft, Curragh, Co Kildare, Ireland; and

- Peter Knight, born in Massachusetts, United States of America, on 12 February 1951, with professional address at One Bryant Park, 48<sup>th</sup> Floor, New York, NY 10036 United States of America.

4. PricewaterhouseCoopers, société coopérative, 400, route d'Esch B.P. 1143, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg is elected as independent auditor of the Company for the first financial year. The term of office of the independent auditor will end at the general meeting approving the annual accounts closed on 31<sup>st</sup> December, 2013.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le vingt-neuvième jour du mois de novembre,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Generation Investment Management LLP, une société en commandite simple (limited liability partnership) de droit anglais ayant son siège social au 20 Air Street, Londres W1B 5AN, Royaume-Uni et immatriculée sous le numéro OC307600, représentée par Jeannette Vaude-Perrin, Maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Londres, Royaume-Uni, le 28 novembre 2012.

Ladite procuration, paraphée et signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être déposée auprès des autorités d'enregistrement.

La partie comparante, agissant en sa capacité susvisée, a demandé au notaire de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée dont elle souhaite organiser les statuts comme suit:

### **A. Nom - Objet - Durée - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est institué par la partie qui comparait une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et par les présents statuts.

La Société est composée à l'origine d'un associé unique qui est donc propriétaire de la totalité du capital émis par la Société. La Société peut toutefois être composée à tout moment de plusieurs associés, à la suite du transfert de parts sociales ou de l'émission de nouvelles parts sociales.

**Art. 2. Nom.** La Société existera sous le nom de «Generation Investment Management S.à r.l.»

**Art. 3. Objet.** L'objet de la Société est la création, l'administration et la gestion d'un ou de plusieurs fonds d'investissement spécialisés (le ou les «Fonds») soumis à la loi luxembourgeoise sur les fonds d'investissement spécialisés du 13 Février 2007 telle que modifiée.

La Société est investie des pouvoirs les plus étendus vis-à-vis des Fonds, de leur administration, gestion y compris notamment le droit discrétionnaire d'exécuter, d'accorder, d'acheter, de vendre, de conserver, de détenir, d'échanger, de convertir, d'accepter, de négocier ou de toute autre manière, tous types d'instruments, de titres, et d'actifs autorisés par la loi, y compris notamment des prêts et autres titres de créances, actions et titres liés à des actions et instruments dérivés, exercer ou décider de ne pas exercer les droits y afférents et effectuer des dépôts concernant tous types d'investissements. Elle peut participer à des opérations de souscriptions dans le cadre d'émissions et d'offres, elle peut accepter des placements, participer à des syndications et sousyndications. En outre, elle pourra également réaliser des opérations sur tout marché, transférer, accorder ou accepter des garanties et/ou marges, emprunter des sommes d'argent et autres actifs, concéder des sûretés sur tout ou partie des actifs de tout Fonds, plus généralement prendre toute décision et effectuer toute action qu'elle considère appropriée dans l'intérêt des Fonds. Les pouvoirs qui précèdent ne doivent pas être considérés comme exhaustifs, mais comme déclaratoires.

La Société peut en outre exercer toute activité jugée utile pour l'accomplissement de son objet dans les limites prévues par le chapitre 16 de la loi luxembourgeoise du 17 Décembre 2010 sur les organismes de placement collectif.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 5. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré à l'intérieur de la même localité de Luxembourg par une résolution du conseil d'administration, et dans une autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des associés. Les succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Luxembourg soit à l'étranger.

Dans le cas où le conseil d'administration considère que des événements politiques ou militaires extraordinaires ont eu lieu ou sont imminents et qui pourraient interférer avec les activités normales de la Société à son siège social ou perturber les moyens de communication entre un tel bureau et les personnes situées à l'étranger, le siège social peut être transféré temporairement à l'étranger par résolution du conseil d'administration jusqu'à la cessation de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire, reste une société luxembourgeoise.

### **B. Capital social - Parts sociales**

**Art. 6. Capital.** Le capital social est fixé à cent vingt cinq mille euros (EUR 125,000.-) représenté par cent vingt cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1,000.-) chacune.

**Art. 7. Variation du capital social.** Le capital peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société.

Les parts sociales à souscrire seront offertes de préférence aux associés existants, en proportion de leur part dans le capital représentant leurs parts sociales.

**Art. 8. Droits et Obligations attachés aux parts sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal aux bénéfices et aux actifs de la Société et une voix lors des réunions des actionnaires.

**Art. 9. Indivisibilité des parts sociales.** La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner un représentant unique qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10. Transfert des parts sociales.** Les parts sociales de la Société sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'approbation donnée à ce transfert par le ou les autre(s) associé(s) lors d'une assemblée générale, à une majorité des trois quarts du capital social.

En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé ne peuvent être transférées à un nouvel associé qu'avec l'approbation donnée par le ou les autre(s) associé(s) à l'occasion d'un vote de l'assemblée générale, prise à une majorité des trois quarts du capital social. Cette approbation n'est toutefois pas requise dans le cas où les actions sont transférées soit aux parents, soit aux descendants ou au conjoint survivant.

**Art. 11. Rachat des parts sociales.** La Société aura le pouvoir de racheter des parts sociales de son propre capital à condition qu'elle ait suffisamment de réserves distribuables ou de fonds à cet effet. L'acquisition et la cession par la Société des actions qu'elle détient dans son propre capital social doit avoir lieu en vertu d'une décision des associés et suivant les modalités et conditions qui seront fixés par ceux-ci.

**Art. 12. Faillite ou l'insolvabilité d'un associé.** La mort, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des associés ne sera pas cause de dissolution de la Société.

### C. Gestion

**Art. 13. Conseil d'administration.** La Société est gérée par au moins deux gérants (chacun, un «Administrateur»), qui ne doivent pas nécessairement être associés.

**Art. 14. Pouvoirs de représentation.** En traitant avec des tiers, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour autoriser tout acte et opération conforme à l'objet social. Les Administrateurs sont nommés par les associés qui fixent la durée de leur mandat. Ils peuvent être révoqués librement à tout moment par les associés.

La Société sera liée en toutes circonstances par la signature de deux Administrateurs ou par la signature individuelle ou conjointe de toute(s) autre(s) personne(s) à qui un tel mandat a été donné par résolution du conseil d'administration, le cas échéant.

**Art. 15. Sous-délégation.** Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs dans l'exercice de tâches spécifiques à un ou plusieurs Administrateurs ou agents ad hoc agissant seuls ou conjointement.

La nomination de l'Administrateur ou de l'agent, sa révocation, ses responsabilités et sa rémunération, le cas échéant, la durée de la période de sa / leur représentation et toutes autres conditions pertinentes seront déterminées par une résolution du conseil d'administration.

En outre, les Administrateurs peuvent, à tout moment et discrétionnairement, déléguer tout pouvoir à des comités composés d'un ou plusieurs membres du conseil d'administration qu'ils jugent aptes; tout comité ainsi formé devra se conformer, dans l'exercice des pouvoirs ainsi délégués, à tous règlements que les Administrateurs pourront lui imposer.

**Art. 16. Réunion du conseil d'administration.** La Société est gérée par un conseil d'administration, qui peut choisir parmi ses membres un président et peut également choisir parmi ses membres un vice-président. Il peut également choisir un secrétaire qui ne doit pas être un Administrateur et qui est chargé de tenir les procès-verbaux de réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de tout Administrateur à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation. Le président préside toutes les réunions du conseil d'administration ou, en l'absence d'un président, le conseil d'administration peut nommer un autre Administrateur en tant que président par un vote de la majorité des voix représentées à une telle assemblée.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration doit être donnée aux Administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de l'urgence doivent être mentionnés dans la convocation. Cette convocation peut être omise en cas de consentement de chaque Administrateur par écrit, par télégraphe, télégramme, télex ou télécopie, ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil qui se tiendra à un moment et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout Administrateur peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en nommant par écrit ou par télégraphe, télégramme, télex ou télécopie un autre Administrateur comme son mandataire. Un Administrateur peut représenter plusieurs autres membres du conseil d'administration.

Tout Administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de communiquer les uns avec les autres. Ces conférences téléphoniques, conférences vidéo ou moyens similaires de communication seront initiées à partir du Grand-Duché de Luxembourg. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions circulaires du conseil d'administration peuvent être valablement prises si elles sont approuvées par écrit et signées par chacun des Administrateurs en personne. Cette approbation peut être donnée par un seul ou plusieurs documents distincts transmis par télécopie ou par e-mail. Ces résolutions doivent avoir le même effet que les résolutions votées lors d'un conseil d'administration dûment convoqué. La date de ces résolutions circulaires sera la date de dernière signature.

Les Administrateurs ont droit à une rémunération au titre des services rendus en leur qualité d'Administrateurs pour autant que les Administrateurs approuvent cela unanimement et sous réserve de l'accord respectivement la ratification (selon le cas) par les associés. L'accord des associés est soumis aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 19

des présents statuts. Tout administrateur pourra être remboursé pour les frais encourus par lui dans le cadre des activités de la Société.

Un Administrateur peut exercer son droit de vote concernant tout contrat ou projet de contrat ou accord nonobstant le fait qu'il peut y être intéressé, dès lors qu'il a déclaré la nature de son intérêt lors d'une réunion des Administrateurs.

**Art. 17. Décès, Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Administrateur.** Le décès, l'incapacité, la faillite, l'insolvabilité, démission, révocation ou tout autre événement similaire affectant un Administrateur ne doit pas entraîner la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants cause d'un Administrateur ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les biens et les documents de la Société.

**Art. 18. Responsabilité d'un Administrateur.** Les Administrateurs n'assument, en raison de leurs fonctions, aucune responsabilité personnelle relative aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Ce sont des agents autorisés et ils ne sont donc responsables que dans l'exécution de leur mandat.

La Société s'engage à indemniser tout Administrateur ou fondé de pouvoir et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs, des dépenses raisonnablement encourues par lui à raison de toute action, poursuite ou procédure à laquelle il aura été partie du fait d'être ou avoir été Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, ou, à sa demande, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et dont il n'a pas le droit d'être indemnisé, sauf à l'égard des questions passées en force de chose jugée à l'occasion d'une telle action, poursuite ou procédure et s'il responsable de faute lourde, ou de toute autre faute. En cas d'arrangement extrajudiciaire, l'indemnisation relative aux matières reprises dans l'arrangement ne sera accordée que pour autant que la Société est informée par un conseil juridique que la personne devant être indemnisée n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit d'indemnisation qui précède n'exclut pas d'autres droits auxquels celui-ci peut bénéficier. Cet article n'autorise aucune indemnisation qui serait interdite ou rendue inapplicable par une disposition de la loi.

#### D. Décisions des associés

**Art. 19. Les décisions collectives.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts qu'il possède. Chaque associé a droit à un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Sauf en cas de majorité plus forte telle que requise par les présents articles, les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent pas changer la nationalité de la Société autrement que par consentement unanime. Toute autre modification des statuts constitutifs de la Société nécessite l'approbation d'une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 20. Décisions de l'associé unique.** En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs accordés à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### E. Exercice social - Comptes annuels Répartition des bénéfices

**Art. 21. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> Janvier et se termine le 31 Décembre.

**Art. 22. États financiers.** Chaque année au 31 Décembre, les comptes de la Société sont clôturés et les Administrateurs dressent un inventaire comprenant une indication de la valeur des actifs de la Société ainsi que son passif. Chaque associé peut inspecter l'inventaire susvisé et le bilan au siège social de la Société.

**Art. 23. Réviseur d'entreprise agréé.** Les données comptables et le rapport annuel de la Société doivent être examinés par un réviseur d'entreprises agréé qui est nommé par l'assemblée générale des associés et rémunéré par la Société.

**Art. 24. Répartition des bénéfices.** Cinq pour cent du bénéfice net est mis en réserve pour la création d'une réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve s'élève à dix pour cent du capital social. Le solde peut être librement utilisé par les associés.

**Art. 25. Acompte sur dividendes.** Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un état des comptes établis par le conseil d'administration duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et réserves distribuables, mais diminué par les pertes reportées et les sommes allouées à une réserve établie par la loi ou par les présents statuts.

#### F. - Dissolution, Liquidation

**Art. 26. Dissolution, Liquidation.** En cas de dissolution de la Société, celle ci sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui ne doivent pas être associés, et qui seront nommés par l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus pour procéder à la réalisation des actifs et le paiement du passif de la Société.

L'excédent, le boni de liquidation, résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, sera distribué entre les associés en proportion des parts de la Société qu'ils détiennent.

**Art. 27. Dispositions additionnelles.** Toutes les dispositions qui ne sont pas régies par les présents statuts seront régies par les lois applicables.

#### *Souscription et de versement*

Les cent vingt cinq (125) parts sociales, ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, représentant la totalité du capital de la Société, ont été entièrement souscrites par Generation Investment Management LLP, susnommée.

Toutes les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées en numéraire de sorte que le montant de cent vingt cinq mille Euros (EUR 125.000,-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, tel qu'il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et se termine le 31 Décembre 2013.

#### *Dépenses*

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui seront supportés par la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 3.000,-.

#### *Assemblée générale des associés*

La personne nommée ci-dessus, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme régulièrement convoquée, a immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire et a adopté les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société sera situé à:

47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

2. Le nombre d'Administrateurs est fixé à sept.

3. Les personnes suivantes sont nommées Administrateurs de la Société pour une durée indéterminée:

- Lisa Anderson, née à Londres, Royaume-Uni, le 4 mars 1970, ayant son adresse professionnelle au 20 Air Street, London W1B 5AN, Royaume Uni;

- Simon Barnes, né à Liverpool, Royaume-Uni, le 2 décembre 1962, ayant son adresse professionnelle au 47 avenue John F. Kennedy, L1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

- Jean-Pierre Baudoux, né à Sydney, Australie, le 6 April 1955, résidant au 55-57BIS Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

- Stephen Mostyn-Williams, né à Croydon, Royaume-Uni, le 25 février 1956, ayant son adresse professionnelle au 50 Broadway, London SW1H ORG, Royaume Uni;

- Michael Ramsay, né à Edinburgh, Royaume-Uni, le 31 août 1967, ayant son adresse professionnelle au 20 Air Street, London W1B 5AN, Royaume Uni;

- Fiona Nangle, née à Dublin, Irlande, le 8 février 1969, ayant son adresse professionnelle à Beechwood, Suncroft, Curragh, Co Kildare, Irlande; et

- Peter Knight, né à Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, le 12 février 1951, ayant son adresse professionnelle à One Bryant Park, 48<sup>th</sup> Floor, New York, NY 10036 Etats Unis d'Amérique.

4. PricewaterhouseCoopers, société coopérative, 400, route d'Esch B.P. 1143, L-1014 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg est nommé comme réviseur d'entreprise agréé de la Société pour la première année sociale. Son mandat prendra fin à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels pour l'année sociale expirant le 31 Décembre 2013.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que sur demande de la partie comparante susmentionnée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en français, et sur demande de la même partie et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Le document a été lu à la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence; ladite personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. VAUDE-PERRIN et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 novembre 2012. Relation: LAC/2012/56991. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.



Luxembourg, le 4 décembre 2012.

Référence de publication: 2012158880/465.

(120209704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2012.

---

**Babcock Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.562.

---

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152837/9.

(120202245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Barthels Hof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.067.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152838/9.

(120202398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Berlin UdL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.776.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 23 novembre 2012.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2012152841/11.

(120202426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**BlueOrchard Microfinance Fund, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. Dexia Micro-Credit Fund).**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 66.258.

---

Le rapport annuel au 30 juin 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour BlueOrchard Microfinance Fund (anciennement Dexia Micro-Credit Fund) SICAV*

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2012152849/12.

(120201863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**BAEK-IMMO HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 139.307.

---

Les Comptes Annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 23 novembre 2012.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2012152851/11.

(120202428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Baikal S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 13.152.

Les comptes annuels au 31-12-2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152852/9.

(120201954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**Allianz Renewable Energy Fund, S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 173.290.

—  
STATUTES

In the year two thousand twelve, on the thirtieth of November.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Allianz Global Investors Europe GmbH, a company incorporated under the laws of the Federal Republic of Germany, having its registered office at Mainzer Landstraße 11-13, D-60329 Frankfurt/Main, registered with the trade register of Frankfurt am Main under number HRB 9340,

here represented by Mr Oliver Eis, residing professionally in the Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in Frankfurt/Main in November 2012, said proxy, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association (the Articles) of a public limited liability company (société anonyme) which it declares to establish as follows:

**Title I - Name - Duration - Purpose - Registered office**

**Art. 1. Name.** There exists between the subscriber and between all those who may become holders of shares (the "Shareholders"), an investment company with variable share capital (société d'investissement a capital variable) in the form of a public limited liability company (société anonyme) organized as a specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé) pursuant to the law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds (the "2007 Law") under the name of Allianz Renewable Energy Fund, S.A. SICAV-SIF (hereafter the Fund). The Fund is subject to these Articles as well as the issuing document of the Fund, as amended from time to time (the "Issuing Document").

**Art. 2. Duration.** The Fund is established for a limited duration which shall end on 31 December 2037, subject to three (3) one-year-extensions by decision of the General Meeting passed in accordance with the quorum and majority requirements to amend the Articles, or which shall end for any specific cause in the conditions set forth in the 2007 Law as amended, the 1915 Law and/or this Issuing Document.

**Art. 3. Object.** The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading the investment risks and affording its Shareholders with the results of the management of its assets, each time in accordance with the Issuing Document.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law.

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Fund is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Fund (the "Board").

**Title II - Share capital - Shares - Net asset value**

**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by fully paid-up shares (the "Shares") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund as defined in Art. 12 hereof. The initial capital of the Fund is one million five hundred thousand euro (EUR 1,500,000) divided into one thousand five hundred (1,500) Shares of no par value, entirely subscribed and fully paid-up. The founding shareholder(s) may be authorised to keep one or several Shares issued at incorporation without being required to make a Commitment.

5.2 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). The Fund shall be required to establish this level of minimum capital within twelve months after the date on which the Fund

has been registered as an undertaking for collective investment on the official list of specialized investment funds subject to the supervision of the Commission de Surveillance du Secteur Financier in accordance with the 2007 Law.

5.3 The Board is authorized without any limitation to issue additional Shares at any time in accordance with Article 8 hereof at an offer price to be determined by the Board in accordance with the terms and conditions foreseen in the Issuing Document and without having to reserve to the existing Shareholder(s) a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

#### **Art. 6. Classes of Shares.**

6.1 The Board may, at any time, issue different classes of Shares (each a "Class" or "Classes" as appropriate), which carry different obligations inter alia with regard to the income and profit entitlements, and/or fee and cost features or of the relevant Shareholder, each time as provided for in the Issuing Document. Those Shares shall be issued, in accordance with Article 8 hereof, on the terms and conditions set by the Board in accordance with the Issuing Document.

#### **Art. 7. Form of Shares.**

7.1 The Fund shall issue Shares in uncertificated registered form only.

7.2 All issued Shares or fractions thereof shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of Shares held by him and the amount paid-up.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the register evidences his right of ownership on such Shares. The Fund will not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

7.4 The transfer of Shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act on their behalf. Subject to the provisions of Articles 7 and 11 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any director or any officer of the Fund or by any other person duly authorized thereto by the Board.

7.5 Shareholders shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the register of Shareholders.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.7 The Fund recognizes only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole agent to represent such shareholding in dealings with the Fund. The failure to appoint such agent shall result in a suspension of all rights attached to such Shares(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Fund reserves the right to pay any distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

7.8 The Fund may issue fractional Shares for up to two decimals. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate pro rata in the net assets attributable in respect of each entire Share.

7.9 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer as indicated in the register of Shareholders.

#### **Art. 8. Issue of Shares.**

8.1 The Board may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The Board may also levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted to shall be detailed in the Issuing Document.

8.3 Unless otherwise determined in the Issuing Document, the issue price of Shares to be issued is based on the applicable net asset value per Share of the relevant Class, if any, as determined in compliance with Article 12 hereof plus any additional premium or fees, as determined in the Issuing Document.

8.4 Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the Shares can be issued. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board and as set forth in the Issuing Document.

8.6 The Board may delegate to any duly authorized director, manager, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares to be issued and to deliver them.

**Art. 9 Conversions of Shares.** Unless otherwise set forth in the Issuing Document, Shares of one Class may not be converted into Shares of another Class, if any.

**Art. 10. No Redemption of Shares.** The Fund is a closed ended fund. Redemptions of Shares are excluded, provided however that exclusions due to a default of an investor shall not be considered redemptions and provided further that the founding Shareholders may redeem the founding Shares upon (but no later than) first closing of the Fund.

**Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares - Defaulting Shareholders.**

11.1 The Fund may restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such Shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund or if the holding of Shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

11.2 The Fund shall at no time have more than one hundred (100) Shareholders.

11.3 Individual private persons may not be allowed to become Shareholders in the Fund.

11.4 Any proposed transfer of Shares in the Fund must first be notified to the Board, which shall have subject to any requirements as set forth in the Issuing Document discretionary rights to refuse, to approve and register a proposed transfer in circumstances where, inter alia, Shares are proposed to be transferred where, inter alia, the transfer could result in legal, pecuniary, competitive, regulatory, tax or material administrative disadvantage to the Fund or the Shareholders.

11.5 Notwithstanding the above, any disposal (and for the purposes of this article ("Disposal") shall include in particular any transfer, exchange, sale, assignment) of Shares in the Fund belonging to the tied assets of a Shareholder which is (by law or otherwise) subject to the provisions of the German Insurance Supervisory Act (a "VAG Shareholder") shall only be valid upon the prior written consent of the nominee appointed pursuant to the German Insurance Supervisory Act for the tied assets of the VAG Shareholder, or his deputy.

11.6 The prior written consent of the Fund shall not be required for any Disposal of Shares in the Fund by a VAG Shareholder to an eligible transferee. For the purposes of this article ("Eligible Transferee") shall mean only well-informed investors as defined in article 2 of the 2007 Law, which are financial intermediaries, including insurance companies, social security institutions, pension funds, registered investment companies, foundations, banks and similar entities with an investment grade rating or offering sufficient collateral. A VAG Shareholder's Disposal shall be valid upon agreement on the Disposal between the transferring VAG Shareholder and the Eligible Transferee. The Fund's right to take the statutory remedies in the event any such transfer violates mandatory statutory provisions or constitutes good cause because of substantially detrimental consequences for the Fund shall remain unaffected. In these instances, the transfer shall remain valid until the objections against the validity of the transfer or other disposition were established in a non-appealable court decision or were accepted by the transferring VAG Shareholder. Unless otherwise agreed upon between the transferring VAG Shareholder and the Eligible Transferee, the obligation to pay the Undrawn Commitment as defined in the Issuing Document of the transferring VAG Shareholder shall be assumed by the Eligible Transferee and the VAG Shareholder's liability shall cease to exist.

11.7 If a Shareholder fails to pay any part of its subscription when due and payable, it shall be in default and potentially suffer the consequences as provided for in the Issuing Document including potentially, the withdrawal of such defaulting Shareholder as shareholder of the Fund.

**Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.**

12.1 The net asset value per Share of each Class, as the case may be, results from dividing the total net assets of the Fund attributable to each Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on such valuation day, by the number of Shares in the relevant Class then outstanding. The net assets are equal to the difference between the asset value and its liabilities. The net asset value per Share is calculated in the base currency of the relevant Share Class and may be expressed in such other currencies as the Board may decide.

12.2 The total net assets of the Fund are expressed in Euros and correspond to the sum of the net assets of the Fund.

12.3 The assets of the Fund shall include:

- all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- any interest of any kind or nature in any undertaking for collective investment or assimilated entity, without any limitation as to its form or legal status, whether with or without legal personality;
- all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

- the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
- all other assets of any kind and nature.

12.4 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(i) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) securities listed and traded primarily on one or more recognized securities exchanges shall be valued at their last known prices on the valuation date;

(iii) investments in underlying undertakings for collective investment are taken at their last official net asset value known in Luxembourg at the time of calculating the net asset value of the Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the Board on a fair value basis;

(iv) investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the Fund;

(v) unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (including listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognized quotation services or broker-dealers;

(vi) all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Fund determines in its absolute discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the Fund at their fair market value having regard to applicable market standards as applied from time to time such as European Venture Capital and Private Equity Association ("EVCA") guidelines for valuation;

(vii) any other assets of any kind or nature, including real estate assets, including instruments and techniques used for hedging purposes, will be valued at their fair market value having regard to applicable market standards as applied from time to time such as EVCA guidelines for valuation; for the purpose of determining the fair value of the assets under this item (vii) the Fund may have regard to all factors that it reasonably considers relevant in relation to such assets;

(viii) non-listed investments (in particular participations) may be valued using the discounted cash flow approach; and

(ix) properties under construction shall be valued at cost until substantial completion upon which they will be valued on a fair market value basis in accordance with item (vii).

12.5 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Fund shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant valuation day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

12.6 The Board has adopted a policy of valuing its investments at fair value.

12.7 The Board, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.8 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

12.9 If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

12.10 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by the corporate agent which the Board has appointed for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Fund and present, past or future Shareholders.

12.11 The liabilities of the Fund shall include:

- all loans, bills and accounts payable;
- all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund; and
- all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg GAAP.

In determining the amount of such liabilities the Board shall, with due regard to the expenses borne by the Fund, out of the fees it receives, if any, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to the depositary, its correspondents, the management company as well as any other agent appointed by the Fund and/or the management company, the remuneration of any officers and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with Board meetings and committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges

in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Issuing Document, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value and any information relating to the fair value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders' general meetings and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

12.12 For the purposes of the net asset value computation:

- Shares of the Fund to be redeemed or recovered under Article 11 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the relevant valuation day with respect to which the Shares are being redeemed or recovered and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

- Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the valuation day, with respect to which Shares are being issued and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

- all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the Fund shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant valuation day.

Where on any valuation day the Fund has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation day, then its value shall be estimated by the Board.

### **Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue and Conversion of Shares.**

13.1 The net asset value of Shares and the price for the issue, conversion of the Shares shall be calculated from time to time by the Fund or any agent appointed thereto by the Fund, at the frequency as determined in the Issuing Document.

13.2 The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued; the Board may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in Article 8 and/or elsewhere in these Articles and/or in the Issuing Document.

13.3 The Fund may suspend the determination of the net asset value per Share and the issue and conversion of Shares:

- (a) during any period when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices; or

- (b) when the information or calculation sources normally used to determine the value of assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever; or

- (c) when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates; or

- (d) when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Fund from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner; or

- (e) when, for any other reason, the prices of any significant investments cannot be promptly or accurately ascertained; and

- (f) when the Fund is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or Share split or any other restructuring transaction

No Shares shall be issued during such a suspension. Where possible all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

## **Title III - Administration and Supervision**

### **Art. 14. Directors.**

14.1 The Fund shall be managed by a Board composed of not less than three members who need not be Shareholders of the Fund. They shall be elected for a renewable term not exceeding six years.

14.2 The directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

14.3 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution approved by a simple majority vote of the Shareholders present or represented at a general meeting of Shareholders.

14.4 In the event of a vacancy in the office of a director the remaining directors may resolve to temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such vacancy at their next general meeting of Shareholders.

#### **Art. 15. Board Meetings.**

15.1 The Board may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

15.2 The chairman shall preside at all meetings of the directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

15.3 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

#### **Art. 16. Board Resolutions.**

16.1 The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Fund by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by a resolution of the Board.

16.2 The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the directors is present or represented. Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting.

16.3 Any director may act at any meeting by appointing in writing or by telegram, telex, or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy.

16.4 Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

16.5 Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

16.6 Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

#### **Art. 17. Powers of the Board.**

17.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment policies and restrictions as determined in Article 20 hereof.

17.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board.

**Art. 18. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

#### **Art. 19. Delegation of Powers.**

19.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund (including the right to act as an authorized signatory for the Fund) to one or several physical persons or corporate entities, which need not to be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if so authorized by the Board, sub-delegate their powers. The Board may further appoint a management company subject to chapter 15 or 16 of the law of 17 December 2010, relating to undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law") to provide the Fund with the services referred to under article 77 (2) of the 2010 Law. The appointment of any of the Fund's service providers, including a management company, if any, will be decided by a majority of the Directors present or represented.

19.2 The Board may appoint in compliance with the provisions of the 2007 Law, any officers, including a general manager or management company and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or Shareholders of the Fund. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board. The Board may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Board and who will have the powers determined by the Board.

19.3 The Board may create from time to time one or several committees composed of Board members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

#### **Art. 20. Investment Policies and Restrictions.**

20.1 The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations as well as the Issuing Document.

20.2 The Fund may employ techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments in the context of its investment policy or for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

#### **Art. 21. Conflict of Interests.**

21.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

21.2 In the event that any director or officer of the Fund may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the Board such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders. In addition, the relevant director or officer shall apply any specific rules relating to conflicts of interest as such rules may be implemented for time to time and set out in the Issuing Document.

21.3 The term "conflict of interests", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving an investment manager, an investment advisor, the depositary, the administrative agent, a distributor as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board on its discretion.

#### **Art. 22. Indemnification.**

22.1 The Fund shall indemnify the Board, each member of the Board, including any officers and heirs, executors and administrators (each an "Indemnified Person") against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the Board, or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except, in each case, in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful misconduct, bad faith or gross negligence. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the act or omission of the Indemnified Person did not comprise wilful misconduct, bad faith or gross negligence. The indemnification shall be provided only where such Indemnified Person has acted pursuant to the receipt of proper instructions and within the terms and conditions of any contractual agreement in full force and in effect between the Indemnified Person and the Fund. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the Indemnified Person may be entitled.

22.2 An Indemnified Person seeking indemnification pursuant to this article shall, upon reasonable request, be advanced by the Fund, expenses (including legal fees and costs) reasonably incurred by such Indemnified Person in defence of any proceeding against such Indemnified Person prior to the final disposition thereof; provided that such Indemnified Person has agreed in writing to repay such amount to the Fund within three (3) months of the date it is ultimately determined that such Indemnified Person is not entitled to be indemnified as authorised in this article.

22.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any director or officer may be entitled.

#### **Art. 23. Auditor.**

23.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by a réviseur d'entreprises agréé appointed by the Board and remunerated by the Fund.

23.2 The auditor shall fulfill the duties prescribed by the 2007 Law.

### **Title IV - General meetings**

#### **Art. 24. Powers.**

24.1 The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Fund.

24.2 Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.



**Art. 25. Annual General Meetings of Shareholders.**

25.1 The annual general meeting shall be held at the registered office of the Fund or at such other place as specified in the notice of meeting, on every fourth Tuesday in April at 10.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

25.2 The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances beyond the scope of the Fund's or of its Shareholder's control will so require.

**Art. 26. Other General Meetings of Shareholders.** The Board may convene other general meetings of Shareholders. Shareholders representing one tenth of the share capital may also request the Board to call a general meeting of Shareholders. Such other general meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of the meeting.

**Art. 27. Procedure.**

27.1 The general meetings of Shareholders shall be convened by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight (8) calendar days prior to the meeting. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

27.2 Notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

27.3 The Board may determine all other conditions, which must be fulfilled by the Shareholders in order to attend a general meeting of Shareholders.

27.4 The chairman of the Board shall preside at all general meetings of Shareholders, but, in his absence, the general meeting of Shareholders may appoint a director or any other person as chairman pro tempore, by vote of a majority of Shares present or represented at any such meeting. The chairman of such meeting of Shareholders shall designate a secretary who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the general meeting of Shareholders as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the chairman.

**Art. 28. Vote.**

28.1 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

28.2 Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Only full Shares are entitled to vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder.

28.3 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

**Title V - Accounting year - distributions**

**Art. 29. Accounting Year.** The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 30. Distributions.**

30.1 Distributions shall be paid in accordance with any order of payments set forth in the Issuing Document, if any. The general meeting of Shareholders, within the limits provided for by law and the Issuing Document, shall determine how the profits, if any, of the Fund shall be treated, and from time to time may declare dividends, provided, however, that the capital of the Fund does not fall below the prescribed minimum capital.

30.2 The Board may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Issuing Document.

30.3 Distributions shall be paid in euro or in the base currency of a Share Class and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

30.4 No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

30.5 A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Board has waived or extended such period in respect of all Shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the Fund. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such action on behalf of the Fund to perfect such reversion.

30.6 Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article with respect to distribution Shares and no dividends will be declared and paid with respect to capitalization Shares, if any.

30.7 Distributions in kind may only be made in the event that the Fund is terminated and/or with the agreement of the Shareholders which shall receive such distributions in kind.

**Art. 31. Depositary.**

31.1 The Fund shall enter into a depositary agreement with a banking institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the "Depositary").

31.2 The Depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

31.3 If the Depositary wishes to retire, the Board shall use its best endeavors to find a successor Depositary within two months of such retirement. The Board may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in to act in its place.

#### **Art. 32. Dissolution.**

32.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 33 hereof.

32.2 Whenever the share capital falls below the two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

32.3 The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the Shareholders holding one fourth of the Shares represented at the meeting.

32.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the discovery that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

32.5 In the event of a dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to law.

32.6 The net proceeds of liquidation corresponding to each Class if any shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class in proportion to their holding in the respective Class.

32.7 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Depositary for a period not exceeding nine (9) months after the date of the decision of the liquidation of the Fund. After such period, the assets will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

**Art. 33. Amendments to the Articles.** These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum requirements provided for by the 1915 Law.

**Art. 34. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 35. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time and the Issuing Document.

#### *Transitional Provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Fund and terminate on 31 December 2013.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2014.
3. Interim dividends may also be distributed during the Fund's first financial year.

#### *Subscription and Payment*

The one thousand five hundred (1,500) issued shares have been subscribed as follows:

- 1,500 shares have been subscribed by Allianz Global Investors Europe GmbH, aforementioned, for the price of one million five hundred thousand euro (EUR 1,500,000);

Total: one million five hundred thousand euro (EUR 1,500,000) paid for one thousand five hundred (1,500) shares.

The shares subscribed have been paid up by a contribution in cash.

All the shares so subscribed are fully paid-up in cash so that the amount of one million five hundred thousand euro (EUR 1,500,000) is as of now available to the Fund, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for or referred to in articles 26 of the Law and expressly states that they have been complied with.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Fund or which shall be borne by the Fund in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 2.500.

*Resolutions of the Shareholders*

The incorporating shareholders representing the entire share capital of the Fund and considering themselves as duly convened have thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Fund is set at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. The following persons are appointed as directors of the Fund until the annual general meeting of 22 April 2014;

- Markus Nilles, Chairman, member of the board of management of Allianz Global Investors Luxembourg S.A., born in Mettlach (Germany) on 2 September 1967, professionally residing at 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Luxembourg);

- Dr. Armin Sandhövel, chief investment officer of Renewable Energies / Infrastructure Equity at Allianz Global Investors Europe GmbH born in Moers (Germany) on 5 February 1964, professionally residing at Mainzer Landstraße 11-13, D-60329 Frankfurt / Main (Germany); and

- Markus Breidbach, Head of Products of Allianz Global Investors Luxembourg S.A., born in Trier (Germany) on 6 April 1976, professionally residing at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Luxembourg).

3. The following auditor is elected until the annual general meeting of 22 April 2014:

KPMG Luxembourg, S. à r.l., having its registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Luxembourg) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149133.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons known to the notary by name, first name, and residence, the said proxyholder of the appearing persons signed together with the notary this deed.

Signé: O. Eis et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 novembre 2012. Relation: LAC/2012/56977. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 6 décembre 2012.

Référence de publication: 2012160112/525.

(120212097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2012.

---

**Barber S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 104.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152853/9.

(120201532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Cedar Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 126.462.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/10 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Cedar Trust S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2012152877/13.

(120201511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Bemar Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 71.567.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152855/9.

(120201672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Bluetale, Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 96.239.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152861/9.

(120201676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Blumary Corporate, Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 164.027.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152862/9.

(120202323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**BRE/Asia NQ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 139.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152866/9.

(120201762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**BRE/Dalian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 151.309.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152867/9.

(120201761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Helena (Luxembourg) S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 167.609.

In the year two thousand and twelve on the fourth day of December.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Reigo Nominees (Jersey) Limited, a company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at Ogier House, The Esplanade, St. Helier, Jersey, JE4 9WG, Channel Islands, recorded with the Jersey Financial Services Commission, under number 44972 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Michel Thill, company director, with professional residence at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, by virtue of a proxy established under private seal on 29 November 2012 in Jersey.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the attorney in fact of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that Reigo Nominees (Jersey) Limited prenamed is the sole shareholder of Helena (Luxembourg) S. à r.l., a société à responsabilité limitée, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar under the section B and the number 167609, with registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on March 9, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1083 of April, 27, 2012 (the "Company");

- that the Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares in registered form with a nominal value of one hundred and twenty-five Euros (EUR 125) each, all subscribed and fully paid-up.

- the agenda of the meeting is as follows:

\* To change the Company's denomination into Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S. à r.l. and to subsequently amend article 1 of the Company's articles of association.

\* To increase the issued share capital of the Company by an amount of EUR 850,000 so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 to EUR 862,500 by the issue of 6,800 new shares with a nominal value of EUR 125.- each, vested with the same rights and obligations as the existing shares; subscription and fully payment in cash of the new shares by the Sole Shareholder of the Company; to subsequently amend article 5.1 of the Company's articles of association.

\* To amend the Company's social object so that it shall be to (i) render corporate domiciliation agent, company formation and management services to companies located in Luxembourg or elsewhere, within the meaning of Articles 28-9 and 28-10 of the Financial Sector Act, (ii) render register keeping agent services within the meaning of Article 25 of the Financial Sector Act and (iii) act as client communication agent and financial sector administrative agent within the meaning of Articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act; to subsequently amend article 3 of the Company's articles of association.

\* Supervision of the Company's operations by an authorized independent auditor to be appointed by the Company's board of managers and to subsequently amend article 14 of the Company's articles of association.

\* To amend article 8 of the Company's articles of association

\* To restate the Company articles of association.

\* To confirm the mandates of the current managers, as the case may be.

All this being declared, the appearing party holding one hundred percent (100%) of the share capital of the Company, represented as stated above, has immediately taken the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder decides to change the Company's name into Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S. a r.l. and to subsequently amend article 1 of the Company's articles of association.

#### *Second resolution:*

The Sole Shareholder decides to increase the issued share capital of the Company by an amount of eight hundred and fifty thousand Euros (EUR 850,000) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) to eight hundred and sixty-two thousand Euros (EUR 862,500) by the issue of six thousand eight hundred (6,800) new shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 125) each vested with the same rights and obligations as the existing shares, to be fully paid up.

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe to all the six thousand eight hundred (6,800) new shares and to have them fully paid up by contribution in cash.

All the shares have been fully paid-up in cash, so that the amount of eight hundred and fifty thousand Euros (EUR 850,000) from now at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

The Sole Shareholder decides to subsequently amend article 5.1 of the Company's articles of association.

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder decides to amend the Company's social object so that it shall be to (i) render corporate domiciliation agent, company formation and management services to companies located in Luxembourg or elsewhere, within the meaning of Articles 28-9 and 28-10 of the Financial Sector Act, (ii) render register keeping agent services within the meaning of Article 25 of the Financial Sector Act and (iii) act as client communication agent and financial sector administrative agent within the meaning of Articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act; to subsequently amend article 3 of the Company's articles of association.

The Sole Shareholder decides to subsequently amend article 3 of the Company's articles of association.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder decides that the operations of the Company shall be supervised by an authorized independent auditor to be appointed by the Company's board of managers and to subsequently amend article 14 of the Company's articles of association.

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder decides to amend article 8 of the Company's articles of association so that the board of managers may delegate the daily management of the Company to two or more managers.

*Sixth resolution*

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder as represented here above decides to restate the Company's Articles of Association that will now read as follows:

**Art. 1. Name.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S.à r.l. (the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10<sup>th</sup>, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company.

2.1. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg, by means of resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

**Art. 3. Object.**

3.1. For the purpose of these Articles, "Financial Sector Act" means the Luxembourg law of 5 April 1993 regarding the financial sector, as amended from time to time.

3.2. The object of the Company is to (i) render corporate domiciliation agent, company formation and management services to companies located in Luxembourg or elsewhere, within the meaning of Articles 28-9 and 28-10 of the Financial Sector Act, (ii) render register keeping agent services within the meaning of Article 25 of the Financial Sector Act and (iii) act as client communication agent and financial sector administrative agent within the meaning of Articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act.

3.3. The Company may take any ancillary measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

**Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is fixed at EUR 862.500 (eight hundred sixty two thousand and five hundred euro) represented by 6.900 (six thousand nine hundred) shares in registered form with a nominal value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

**Art. 6. Shares.**

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties. In the case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

6.3. A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

**Art. 7. Board of managers.** The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The manager(s) need not to be shareholder(s).

**Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. The board of managers may delegate the daily management of the company to two or more managers.

8.3. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the board of managers of the Company.

**Art. 9. Procedure.**

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or email, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.**

10.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the single manager, or, in case the Company is managed by a board of managers, by the sole signature of any manager of the Company.

10.2. The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles and within the limits of such power.

**Art. 11. Liability of the managers.** The manager(s) assume, by reason of his/their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

**Art. 12. Powers and Voting rights.**

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

**Art. 13. Form - Quorum - Majority.**

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

**Art. 14. Accounting year.**

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of February of each year and end on the thirty-first January of the following year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

14.4. The operations of the Company will be supervised by an authorised independent auditor ('réviseur d'entreprises agréé') to be appointed by the Board of Managers of the Company.

**Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

**Art. 16. Dissolution - Liquidation.**

16.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers of the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

**Art. 17.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

*Seventh resolution*

The Sole Shareholder decides to confirm, for a undetermined period, the mandates of the current managers being Mr. Paul Lawrence, Mr. Michel Thill, Mr Daniel Piers Richards and Mr. Colin MacKay.

There being no further business, the meeting is terminated.

*Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand two hundred euros (EUR 2,200).

*Powers*

The appearing person does hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact acting in his here above stated capacities, the said person signed together with the notary the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le quatrième jour de décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

Reigo Nominees (Jersey) Limited, une société constituée et existant sous les lois de Jersey ayant son siège social au Ogier House, The Esplanade, St. Helier, Jersey, JE4 9WVG, Channel Islands, inscrite auprès de Jersey Financial Services Commission sous le numéro 44972, (l'"Associé Unique"),

ici représentée par Michel Thill, company director, demeurant professionnellement au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 29 novembre 2012 à Jersey.



Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- que Reigo Nominees (Jersey) Limited, précitée est l'unique associé de la société à responsabilité limitée Helena (Luxembourg) S. à r.l., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 167609, ayant son siège social sis au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1083 du 27 avril 2012 (la «Société»);

- que le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par cent (100) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

- que l'ordre du jour est comme suit:

\* Changement de la dénomination sociale de la Société en Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S. à r.l. et modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société;

\* Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 850.000 en vue de le porter de son montant actuel de EUR 12.500 à EUR 862.500 par l'émission de 6.800 nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes; souscription et libération intégrale en espèces des nouvelles parts sociales par l'Associé Unique de la Société; modification subséquente de l'article 5.1. des statuts de la Société.

\* Modification de l'objet social de la Société de sorte que la Société ait pour objet (i) la fourniture de services de domiciliaire, de constitution de société et de gestion à des sociétés sises au Luxembourg ou en tout autre lieu, au sens des articles 28-9 et 28-10 de la Loi sur le Secteur financier, (ii) la fourniture de services d'agent teneur de registre au sens de l'article 25 de la Loi sur le Secteur financier et (iii) l'intervention en qualité d'agent de communication à la clientèle et d'agent administratif du secteur financier au sens des articles 29-1 et 29-2 de la Loi sur le Secteur financier.

\* Contrôle des opérations de la Société par un réviseur d'entreprises agréé nommé par le conseil de gérance de la Société et modification subséquente de l'article 14 des statuts de la Société.

\* Modification de l'article 8 des statuts de la Société.

\* Refonte des statuts de la Société

\* Confirmation des mandats des gérants en fonction, pour autant que de besoin.

Tout ceci ayant été déclaré, la partie comparante représentée comme dit ci-avant, détenant cent pourcent (100%) du capital de la Société, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide modifier la dénomination sociale de la Société en Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S. à r.l. et d'adapter en conséquence l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de huit cent cinquante mille Euros (EUR 850.000) pour porter son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) à huit cent soixante-deux mille cinq cents Euros (EUR 862.500) par la création et l'émission de six mille huit cents (6.800) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (EUR 125) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, à libérer intégralement à leur valeur nominale.

L'Associé Unique, représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire les six mille huit cents (6.800) nouvelles parts sociales et les libérer entièrement par un apport en espèces.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de huit cent cinquante mille Euros (EUR 850.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'Associé Unique décide d'adapter en conséquence l'article 5.1 des statuts de la Société.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social de sorte que la Société ait pour objet (i) la fourniture de services de domiciliaire, de constitution de société et de gestion à des sociétés sises au Luxembourg ou en tout autre lieu, au sens des articles 28-9 et 28-10 de la Loi sur le Secteur financier, (ii) la fourniture de services d'agent teneur de registre au sens de l'article 25 de la Loi sur le Secteur financier et (iii) l'intervention en qualité d'agent de communication à la clientèle et d'agent administratif du secteur financier au sens des articles 29-1 et 29-2 de la Loi sur le Secteur financier.

L'Associé Unique décide d'adapter en conséquence l'article 3 des statuts de la Société.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide que les opérations de la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé nommé par le conseil de gérance de la Société.

L'Associé Unique décide d'adapter en conséquence l'article 14 des statuts de la Société.

#### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société afin que le conseil de gérance puisse déléguer la gestion journalière de la Société à au moins deux gérants.

#### *Sixième résolution*

L'Associé Unique décide, en vue de refléter les résolutions ci-dessus, de procéder à la refonte des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination sociale.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Ogier Fiduciary Services (Luxembourg) S.à.r.l. (la «Société»), régie par le droit du Grand-duché de Luxembourg, et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, dans sa version modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre localité de la municipalité par simple décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance de la Société.

2.1. Par ailleurs, le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, adoptée comme en matière de modification des Statuts.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. Aux fins des présents Statuts, il y a lieu d'entendre par «Loi sur le Secteur financier» la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée de temps à autre.

3.2. La Société a pour objet (i) la fourniture de services de domiciliaire, de constitution de société et de gestion à des sociétés sises au Luxembourg ou en tout autre lieu, au sens des articles 28-9 et 28-10 de la Loi sur le Secteur financier, (ii) la fourniture de services d'agent teneur de registre au sens de l'article 25 de la Loi sur le Secteur financier et (iii) l'intervention en qualité d'agent de communication à la clientèle et d'agent administratif du secteur financier au sens des articles 29-1 et 29-2 de la Loi sur le Secteur financier.

3.3. La Société pourra adopter toutes mesures auxiliaires et accomplir toutes opérations qu'elle jugera utiles à la réalisation et au développement de son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, la déconfiture ou la survenance d'un quelconque autre événement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

#### **Art. 5. Capital social.**

5.1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 862.500 (huit cent soixante-deux mille cinq cents euros) représenté par 6.900 (six mille neuf cents) parts sociales nominatives d'une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs tranches par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, adoptée comme en matière de modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Chacune des parts sociales donne droit à son détenteur à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société au prorata direct du nombre de parts sociales existantes.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ou, en cas d'associé unique, à des tiers. En cas de pluralité d'associés, la cession des parts sociales à des non-associés sera subordonnée au consentement préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

6.3. La cession de parts sociales ne sera opposable à la Société ou à des tiers qu'après notification afférente adressée à la Société ou acceptation de la part de cette dernière conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions légales et pourra être consulté par chacun des associés en faisant la demande.

**Art. 7. Conseil de gérance.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixe la durée de leur mandat. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constitueront un conseil de gérance.

Le ou les gérants ne sont pas tenus d'avoir la qualité d'associé.

#### **Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.**

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts relèvent de la compétence du gérant unique ou, si la Société est administrée par une pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui disposera de tous les pouvoirs d'exécution et d'approbation de tous les actes et de toutes les opérations rentrant dans l'objet social de la Société.

8.2. Le conseil de gérance pourra déléguer la gestion journalière de la Société à au moins deux gérants.

8.3. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des affaires déterminées pourront être délégués par le conseil de gérance de la Société à un ou plusieurs fondés de pouvoir, associés ou non.

#### **Art. 9. Procédure.**

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exigera ou à la demande de tout gérant et ce, dans le lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Une notification écrite de toute réunion du conseil de gérance sera adressée à tous les gérants au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans l'avis de convocation à la réunion.

9.3. Aucun avis de convocation ne sera requis dès lors que tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et qu'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir eu pleinement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il pourra être renoncé à une telle convocation avec le consentement par écrit, soit sous forme d'original, ou par télégramme, télex, télécopie ou courriel, émanant de chacun des membres du conseil de gérance de la Société.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter à une réunion du conseil de gérance par un autre gérant porteur d'une procuration écrite.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer et agir que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance seront valablement adoptées à la majorité des voix. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal signé par tous les gérants présents ou représentés lors de la réunion.

9.6. Tout gérant pourra participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication analogue permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion par ces moyens vaudra participation en personne à cette réunion.

9.7. Les résolutions circulaires, signées par tous les gérants, seront valables et opposables de la même manière que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et organisée. Les signatures pourront être apposées sur un même document ou sur plusieurs copies d'une décision identique, et pourront être justifiées par courrier ou par télécopie.

#### **Art. 10. Représentation.**

10.1. La Société se trouvera engagée en toutes circonstances envers les tiers par la signature individuelle du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de l'un des gérants de la Société.

10.2. Par ailleurs, la Société se trouvera engagée envers les tiers par la signature conjointe ou individuelle de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été valablement délégué conformément aux stipulations de l'article 8.2 des présents Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 11. Responsabilité des gérants.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement pris par eux au nom de la Société, à condition que ces engagements soient conformes aux présents Statuts ainsi qu'aux dispositions légales applicables.

#### **Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.**

12.1. L'associé unique est investi de tous les pouvoirs lui conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé dispose de droits de vote au prorata du nombre de parts sociales qu'il détient.

12.3. Chaque associé pourra désigner, moyennant procuration écrite sous forme de lettre, de télégramme, de télex, de télécopie ou de courriel, une quelconque personne physique ou morale en qualité de fondé de pouvoir, aux fins de le représenter aux assemblées générales des associés.

#### **Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.**

13.1. Au cas où la Société ne compterait pas plus de vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être adoptées par résolution circulaire, le texte des résolutions étant dans ce cas adressé à tous les associés par écrit, sous forme originale ou par télégramme, télex, télécopie ou courriel. Les associés exprimeront leur voix en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés pourront être apposées sur un même document ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, et pourront être justifiées par courrier ou par télécopie.

13.2. Pour être valables, les décisions collectives devront être adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions destinées à modifier les Statuts ou dissoudre et liquider la Société ne pourront être adoptées qu'à la majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

#### **Art. 14. Exercice social.**

14.1. L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> février et se termine le 31 janvier de l'année suivante.

14.2. Chaque année, à la clôture de l'exercice fiscal de la Société, les comptes de la Société seront arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresseront un inventaire avec indication des valeurs actives et passives de la Société

14.3. Tout associé pourra prendre connaissance du bilan et de l'inventaire susmentionné au siège social de la Société.

14.4 Les opérations de la Société seront vérifiées par un réviseur d'entreprises agréé, qui sera nommé par le conseil de gérance de la Société.

#### **Art. 15. Répartition des bénéfices.**

15.1. Les bénéfices avant impôt de la Société, tels que renseignés dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, dotations aux amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Un montant équivalant à cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets de la Société sera affecté à la réserve légale et ce, jusqu'à ce que ladite réserve atteigne dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Le solde du bénéfice sera à la libre disposition de l'assemblée générale des associés. Celle-ci pourra notamment affecter lesdits bénéfices soit à la distribution d'un dividende ou à la réserve ou les reporter.

#### **Art. 16. Dissolution - Liquidation**

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera opérée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui en fixera les pouvoirs et les émoluments. Sauf mention contraire de la résolution du ou des associés ou sauf disposition légale contraire, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

16.2. Le produit résultant de la vente de l'actif, après apurement du passif de la Société, sera versé à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés au prorata des parts sociales détenues par chaque associé dans la Société.

**Art. 17.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

#### *Septième résolution*

L'Associé Unique décide, pour autant que de besoin, de confirmer les mandats des gérants en fonction, pour une durée indéterminée à savoir Mr Paul Lawrence, Mr. Michel Thill, Mr Daniel Piers Richards et Mr. Colin MacKay.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ deux mille deux cents euros (EUR 2.200).

#### *Pouvoirs*

Le comparant donne par la présente pouvoir à tout cleric et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que le comparant a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant ès qualités qu'il agit, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Michel Thill, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 05 décembre 2012. LAC / 2012 / 57838. Reçu 75,-

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012161054/439.

(120212467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2012.

**Bidiesse S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.  
R.C.S. Luxembourg B 65.809.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2012152859/10.

(120202085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**Besch Da Costa Architectes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1424 Luxembourg, 12, rue Duchscher.  
R.C.S. Luxembourg B 125.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012152856/10.

(120202261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**BRE/Europe Hotel II Lux Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 131.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152868/9.

(120201760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**BRE/Hospitality Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 155.687.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152869/9.

(120201759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**BRE/Vitalia Propco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 117.101.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152870/9.

(120201758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**BRE/Vitalia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 116.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152871/9.

(120201757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**Burdigala Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1850 Luxembourg, 24, rue J.-P. Kemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 100.285.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152874/9.

(120202293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Capellen Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.025,00.**

Siège social: L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 124.721.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012152876/9.

(120202393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Claes Frostell RC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 113.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 23 novembre 2012.

Référence de publication: 2012152879/10.

(120201894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Comptoir Electrique et Fournitures du Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 105.890.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 22 novembre 2012.

Comptoir Electrique et Fournitures du Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2012152883/11.

(120201750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Autodrom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.  
R.C.S. Luxembourg B 93.966.

*Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle tenue à Luxembourg le 31 juillet 2012*

L'Assemblée constate et accepte la démission de son poste d'administrateur de la Société en Commandite Simple Verdaco, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0824.549.488, ayant son siège social à Herentalsdijk, 168 B-2440 Geel, représentée par Monsieur Chris Vereycken.

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Didier Vanderperren, né le 6 décembre 1968 à Vilvoorde, demeurant professionnellement à Pierstraat 229, B-2550 Kontich, au poste d'administrateur en remplacement de la Société en Commandite Simple Verdaco.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de :

- Monsieur Michel Duerinck, né le 21 mars 1965 à Wilrijk, domicilié professionnellement au 229, Pierstraat, B-2550 Kontich.

- La société 4U BUSINESS, ayant son siège social au 387 Chaussée Saint-Pierre, B-1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Olivier Fontaine, né le 17 septembre 1963 à Uccle, domicilié au 229, Pierstraat, B-2550 Kontich.

Les mandats des administrateurs viendront à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

L'Assemblée renouvelle le mandat d'administrateur-délégué de la société 4U BUSINESS, ayant son siège social au 387 Chaussée Saint-Pierre, B-1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Olivier Fontaine, né le 17 septembre 1963 à Uccle, domicilié au 229, Pierstraat, B-2550 Kontich.

Le mandat d'administrateur-délégué de la société 4U BUSINESS, viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

L'Assemblée décide de ne pas renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de la société FIDUO (anciennement MAZARS), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B56248.

L'Assemblée décide de nommer à la fonction de commissaire la société Compagnie Européenne de Révision S.à r.l., ayant son siège social à L-8124 Bridel, 15, rue des Carrefours, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B37039, représentée par Monsieur Yves Mertz.

Le mandat du commissaire ainsi nommé viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2012150053/33.

(120197965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

---

**FS Invest II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: DKK 2.093.973.400,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 107.850.

—  
Constituée par devant Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 avril 2005, acte publié au Mémorial C no 944 du 26 septembre 2005

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FS Invest II S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant A

Référence de publication: 2012152987/15.

(120201706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Concept Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 151.316.

—  
Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 22 novembre 2012..

Concept Management SA

Référence de publication: 2012152884/11.

(120201605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

---

**Soparno, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 137.265.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012150557/10.

(120198019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

---

**Soparno, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 137.265.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012150558/10.

(120198020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2012.

**Cluny S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 138.082.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012152881/11.

(120202122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**CEF (E) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 107.974.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 22 novembre 2012.

CEF (E) S.A.

Référence de publication: 2012152894/11.

(120201834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**CEF (W) SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 103.686.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 22 novembre 2012.

CEF (W) S.A.

Référence de publication: 2012152895/11.

(120201829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.

**CIFEX-Compagnie Fiduciaire d'Expertise S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 85.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

Référence de publication: 2012152903/10.

(120201494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2012.